

# La rémunération du travail politique en Europe

**Loin des idées reçues et des clichés,  
des connaissances objectives sur un sujet sensible !**



Parution : 25 mai 2019

Broché : 400 p. | 16 x 24 cm

Collection : Au fil du débat-Études

Prix : 29 € TTC

Réf. : 121754

ISBN : 978-2-7013-2035-9

Les élus sont souvent associés à une « caste de privilégiés », entre autres, parce qu'ils seraient grassement payés. Leurs niveaux de rémunération, plus ou moins fantasmés, souligneraient toute la distance sociale qui existe entre la « classe politique » et la population. Cette croyance est renforcée par le fait que la rémunération permet dans certains cas aux détenteurs de mandats de vivre exclusivement de leur activité politique et que, dès lors, ces « professionnels » chercheraient à conserver leur place dans le but de maintenir leur revenu.

Ces discours ne concernent pas que la situation française, ils se retrouvent dans de nombreux pays. Pour autant, les citoyens disposent de peu d'information facilement accessible pour mieux connaître la réalité des conditions d'attribution d'indemnités aux élus. Partant de ce constat, l'ouvrage apporte des connaissances objectives sur les règles qui fixent la rémunération du travail politique, en procédant à une double rupture par rapport aux points de vue communs :

- éviter de considérer que les élus forment un groupe homogène en réduisant la question de la rémunération aux mandats les plus centraux (parlementaires, grands exécutifs) ;
- éviter d'apprécier la rémunération des élus à partir d'un seul regard national.

Suivant cette perspective, l'ouvrage fait le point sur les principes et réglementations de la rémunération des mandats nationaux et locaux dans 21 pays européens. Précisément, il répond aux questions suivantes : quelles sont les formes d'organisation du pouvoir politique dans ces différents pays européens ? Quels sont les modalités et les niveaux de rémunération des élus ? Quels débats saillants peuvent susciter ces réglementations dans les pays considérés ?

Un ouvrage rare, qui s'inscrit dans les débats relatifs à la rémunération des élus.



## Sous la direction de

Maître de conférences-HDR à l'UFR de sociologie de l'université de Nantes, Rémy Le Saout est membre du Centre nantais de sociologie (FRE 3706 CNRS). Il étudie les recompositions territoriales depuis plusieurs années et a, entre autres, dirigé une recherche collective sur l'intercommunalité, *Réformer l'intercommunalité – Enjeux et controverses autour de la réforme des collectivités territoriales*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

## Sommaire

### Introduction

La rémunération du travail politique en Europe - Une première approche pour aborder un enjeu démocratique central  
La rémunération du travail politique en France - Un cadre légal stable au défi d'enjeux nouveaux

### Partie 1. Une codification externalisée

Chapitre 1. La rémunération du travail politique au Royaume-Uni - De l'autorégulation à un contrôle plus strict  
Chapitre 2. La rémunération du travail politique en Irlande - Des conditions favorables, mais dépendantes du contexte économique  
Chapitre 3. La rémunération du travail politique en Suède - Vers une normalisation  
Chapitre 4. La rémunération du travail politique en Finlande - Une large acceptation populaire

### Partie 2. Des normes tendanciellement uniformisées

Chapitre 1. La rémunération du travail politique au Portugal - La technique de la dilution normative  
Chapitre 2. La rémunération du travail politique en Hongrie - Un système favorable aux élus  
Chapitre 3. La rémunération du travail politique en Pologne - Un délicat processus de professionnalisation  
Chapitre 4. La rémunération du travail politique aux Pays-Bas - Un processus d'intégration des différents régimes  
Chapitre 5. La rémunération du travail politique en Belgique - Une organisation politique complexe, mais des principes de rémunération similaires  
Chapitre 6. La rémunération du travail politique en Serbie - Financer la fidélité au parti  
Chapitre 7. La rémunération du travail politique en Slovénie - Des mandats politiques financièrement peu attractifs  
Chapitre 8. La rémunération du travail politique en Lituanie - Un système règlementé, mais perfectible  
Chapitre 9. La rémunération du travail politique à Malte - Des rémunérations au-delà des fonctions électives  
Chapitre 10. La rémunération du travail politique en Roumanie - Rémunérer sans encadrer  
Chapitre 11. La rémunération du travail politique en Lettonie - Entre cadre national et adaptations locales

### Partie 3. Des règles diversifiées

Chapitre 1. La rémunération du travail politique en Allemagne - Homogénéisation parlementaire, hétérogénéité territoriale  
Chapitre 2. La rémunération du travail politique en Espagne - Des systèmes de rémunération interrogés, mais pas fondamentalement modifiés  
Chapitre 3. La rémunération du travail politique en Norvège - Des règles souples pour des rémunérations confortables  
Chapitre 4. La rémunération du travail politique en Italie - De multiples possibilités offertes de vivre de la politique  
Chapitre 5. La rémunération du travail politique en Suisse - Entre fonctions accessoires et mandats à plein temps

N'hésitez pas à nous contacter pour toute information complémentaire ou autre service de presse.

### CONTACT PRESSE

Nathalie Veuillotte  
[nathalie.veuillotte@berger-levrault.com](mailto:nathalie.veuillotte@berger-levrault.com)  
06.17.42.24.44 / 01.80.73.09.42

Pour plus de détails, rendez-vous sur <https://www.berger-levrault.com/fr/groupe-berger-levrault/la-maison-d-edition/>